

DEMANDE D'AUTORISATION DE CONTRACTER

1. Identification de l'entreprise

1.1 NOM COMPLET

Veillez indiquer le nom complet de l'entreprise qui demande une autorisation.
S'il s'agit d'une entreprise individuelle, inscrivez vos prénoms et noms.

Nom complet de l'entreprise

1.2 AUTRES NOMS

Si l'entreprise a utilisé d'autres noms commerciaux au cours des cinq dernières années, inscrivez-les ici en précisant s'ils sont toujours en vigueur ou non.

1.3 LANGUE DE CORRESPONDANCE

Français

Anglais

1.4 COORDONNÉES DE L'ENTREPRISE

N°

Rue

Bureau

Ville

Province/État

Code postal Pays

Site Web

Téléphone

Courriel

1.5 ADRESSE DE CORRESPONDANCE

Cochez cette case si l'adresse est la même qu'au point 1.4. Sinon, remplissez les champs ci-dessous.

N°

Rue

Bureau

Ville

Province/État

Code postal

Pays

1.6 FORME JURIDIQUE DE L'ENTREPRISE

Veuillez cocher une seule réponse.

☐ Personne morale

☐ Société

☐ Personne physique exploitant une entreprise

☐ Organisme sans but lucratif

☐ Autre, précisez :

1.7 NOMBRE D'ACTIONNAIRES OU D'ASSOCIÉ(E)S

Inscrivez le nombre total d'actionnaires (actions avec droit de vote) ou d'associé(e)s de l'entreprise.

1.8 SECTEUR D'ACTIVITÉ

Indiquez dans quel(s) secteur(s) d'activité l'entreprise fait affaires.

1.9 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (SI APPLICABLE)

N° d'entreprise du Québec (NEQ) :

N° d'attestation de Revenu Québec :

N° de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) :

2. Informations sur l'appel d'offres (si applicable)

Déposez-vous cette demande d'autorisation dans le but de soumissionner sur un appel d'offres ?

Oui Non

Si oui, veuillez fournir les informations suivantes.

Titre de l'appel d'offres :

N° de l'appel d'offres :

Date limite de dépôt des soumissions :

Si l'entreprise fait partie d'un consortium, indiquez son nom :

3. Informations sur la personne répondante

L'entreprise qui souhaite obtenir une autorisation de contracter doit nommer une personne physique qui agit à titre de répondante ou de répondant. Cette personne doit occuper l'une des fonctions présentées à la section 3.2.

3.1 IDENTIFICATION DE LA PERSONNE RÉPONDANTE

Madame Monsieur

Nom(s)

Prénom(s)

Date de naissance (aaaa/mm/jj)

3.2 FONCTION(S) AU SEIN DE L'ENTREPRISE

Vous pouvez cocher plus d'une réponse.

Personne physique exploitant l'entreprise

Administrateur(trice)

Dirigeant(e)

Actionnaire

Associé(e)

3.3 ADRESSE DE RÉSIDENCE

N°

Rue

App.

Ville

Province/État

Code postal Pays

Téléphone

Courriel

4. Déclaration de l'entreprise

4.1 Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ?

Oui Non

4.2 Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires ?

Oui Non

4.3 Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics* ?

Oui Non

Si vous avez répondu Oui aux questions 4.1, 4.2 ou 4.3, veuillez joindre à votre demande, pour chaque infraction, les documents indiquant :

- Le nom de la loi qui a été enfreinte et l'article concerné
- Le numéro du dossier de cour
- Les faits et les circonstances entourant l'infraction

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

4.4 Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* ?

Oui Non

Si vous avez répondu Oui à la question 4.4, veuillez joindre à votre demande les documents indiquant :

- Les détails de la condamnation
- La date d'expiration de l'interdiction de conclure un contrat public
- Si un(e) juge a suspendu l'interdiction, les détails de cette suspension

4.5 Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* ?

Oui Non

Si vous avez répondu Oui à la question 4.5, veuillez joindre à votre demande une copie du jugement final.

4.6 Y a-t-il d'autres informations que vous aimeriez transmettre et qui seraient susceptibles d'intéresser l'AMP dans le cadre de la présente demande ?

Oui Non

Si vous avez répondu Oui, à la question 4.6, veuillez joindre à votre demande les documents explicatifs.

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

5. Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans la présente demande sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) et de ses règlements, et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1).

Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder l'autorisation demandée, ainsi qu'en tout temps pendant la durée de validité de l'autorisation.

Il est obligatoire de remplir entièrement la demande et d'y inscrire les renseignements demandés. Si elle est incomplète ou que la personne signataire refuse de fournir les renseignements demandés, l'AMP pourrait rejeter la demande.

6. Signature

- ▶ Je déclare avoir lu et compris les questions et les énoncés de la présente demande.
- ▶ Je déclare que tous les renseignements fournis dans la présente demande sont véridiques et complets.
- ▶ J'autorise l'AMP à transmettre les renseignements obtenus à ses partenaires afin que ceux-ci effectuent les vérifications nécessaires pour que l'AMP puisse examiner l'intégrité de l'entreprise visée par la présente demande, le tout en application de la LCOP.
- ▶ Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la LCOP.

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

7. Consentement additionnel (entreprises étrangères)

Si l'entreprise n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et qu'elle n'a pas son siège social ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités dans cette province, le consentement suivant est demandé :

- ▶ Je consens à ce que l'AMP et ses partenaires communiquent hors du Québec les renseignements fournis ici à tout corps de police local ou source locale d'informations, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement concernant certaines modalités d'application du chapitre V.1 de la Loi sur les contrats des organismes publics relatif à l'intégrité des entreprises*, et qu'ils reçoivent tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom complet de la personne répondante

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

8. Paiement des frais

Les frais exigibles sont de **526 \$** par demande d'autorisation. Ces frais ne sont pas remboursables et doivent avoir été acquittés pour que votre demande passe en traitement.

Veillez fournir les informations suivantes :

Nom complet de la personne à contacter pour le paiement

Téléphone

Veillez indiquer le mode de paiement :

Carte de crédit (recommandé)

Visa

Mastercard

American Express

Chèque (à l'ordre de l'Autorité des marchés publics)

9. Documents complémentaires à fournir

Veuillez joindre au présent formulaire, dûment rempli et signé, les documents suivants.

- Un organigramme indiquant la structure de l'entreprise et comprenant, s'il y a lieu, le nom des filiales de l'entreprise, le nom de sa société mère ainsi que le nom des filiales de cette société (veuillez indiquer les liens entre les entreprises).
- Les états financiers audités du dernier exercice financier de l'entreprise ou, minimalement, un rapport de mission d'examen sur les états financiers du dernier exercice signé par un dirigeant ou une dirigeante de l'entreprise (les avis au lecteur et les missions de compilation ne sont pas acceptés).
- Une attestation fiscale ou un document équivalent provenant du pays ou de la province d'origine de l'entreprise démontrant qu'elle n'est pas en défaut d'avoir produit les déclarations (taxes, impôts, etc.) requises en vertu des lois fiscales et qu'elle n'a pas de compte en souffrance à l'endroit des autorités en place.
- Si applicable, une attestation de Revenu Québec qui n'a pas été délivrée plus de 30 jours avant la date de dépôt de la présente demande.
- Une lettre signée par la personne répondante ou un(e) dirigeant(e) de l'entreprise déclarant qu'au cours des cinq dernières années, l'entreprise n'a pas été :
 - Poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue ou de nature similaire à celles prévues à l'Annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP), au Canada ou à l'étranger.
 - Poursuivie ou déclarée coupable de toute infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires, au Canada ou à l'étranger.
- Les mesures de gouvernance et de contrôle existant au sein de l'entreprise (code d'éthique, comité de gouvernance, programme de formation, etc.), le cas échéant.

10. Transmission de votre demande

Si vous payez les frais par carte de crédit (recommandé)

Transmettez ce formulaire et les documents requis par courriel : autorisation@amp.quebec.
Nous contacterons la personne identifiée à la section 8 pour le paiement.

Si vous payez les frais par chèque

Transmettez ce formulaire, les documents requis et votre chèque par la poste :

Autorité des marchés publics
525, boul. René Lévesque Est, 1^{er} étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9

Pour toute question : 1 888 335-5550